

Le Projet Lyon-Turin (TAV) a été l'un des éléments qui a servi de prétexte à la LEGA (pro TAV) de Matteo Salvini pour rompre le contrat de gouvernement passé avec la Mouvement 5 Etoiles M5S (No TAV) que dirigeait le premier Ministre Giuseppe Conte. Ouvrant ainsi une crise politique en Italie.

Cette crise pourrait bloquer l'engagement formel de l'Italie vis à vis de l'Europe pour réaliser le Lyon-Turin, l'enjeu étant la concrétisation des financements de l'UE déterminants pour la poursuite du projet.

C'est l'analyse que fait **Sergio Foà**, professeur de Droit administratif à l'Université de Turin, dans un article paru dans le journal *Il Manifesto* le 11-08-2019.

Voir ci-après la traduction française de l'article.

« TAV, le gouvernement censuré ne peut donner le feu vert »

Interview du juriste Sergio Foà par Maurizio Pagliassotti du Il Manifesto le 11-08-2019

« On a interrompu le dialogue avec l'agence de financement des différents corridors européens. L'INEA attend une décision définitive de la part de l'Etat italien : dans ce contexte chaotique, il est clair qu'aucune position définitive n'a été exprimée »

Sergio Foà, professeur de Droit administratif à l'Université de Turin, a rédigé un rapport juridique dans lequel il décrit les scénarii possibles en cas d'absence de lancement des travaux relatifs à la phase définitive du projet Lyon-Turin, c'est-à-dire le percement du tunnel de base de 57,5 Km

Professeur, là où il n'y a pas de volonté arrive le chaos.

Parfois il arrive en effet et probablement les récentes vicissitudes du TAV pourraient être expliquées par ce raccourci. Assurément nous sommes dans une situation chaotique qui rend plus difficile la réalisation du Lyon-Turin. Une majorité qui se défie d'elle-même est un comble, au-delà du TAV: le chaos en est le résultat.

Qu'est-il arrivé ?

Le gouvernement est entré en crise au moment où s'est ouvert le dialogue entre l'INEA (l'Agence qui finance les projets des corridors européens dénommés TEN-T) et le Ministère des infrastructures et des transports. Dialogue interrompu car l'Agence demandait au ministère quelle était la position italienne sur le Lyon-Turin et le ministère dans une lettre, non signée du Ministre Toninelli, par ailleurs, répondait de façon imprécise sur deux points : l'un technique renvoyant à des problèmes non explicités sur la situation des appels d'offres de TELT relatifs au respect des calendriers de travaux, et l'autre politique, dans lequel est rappelée la note du Président du Conseil Giuseppe Conte. Lequel, dans sa fameuse intervention Facebook - donc hors des canaux institutionnels ordinaires - remettait la décision du gouvernement dans les mains du parlement et de sa souveraineté. Dans cette situation chaotique le dialogue s'est interrompu.

Mais le Président Conte a dit qu'aujourd'hui il fallait faire le TAV, déclenchant un esclandre, d'ailleurs ...

Dans la vidéo sur les réseaux sociaux le Président admet que le scénario a changé par rapport à la situation du mois de mars, en vertu des nouveaux financements européens qui rendraient plus avantageux de terminer le projet plutôt que de l'interrompre. Mais dans le même discours Conte termine par une fin dubitative, dans laquelle il déclare qu'en l'état il n'est pas à même de garantir vraiment que les financements additionnels promis par l'Union Européenne seront effectifs. En synthèse un scénario changé, mais sous condition.

Parce que les votes des différentes motions ne sont pas suffisants ?

Au Parlement, au Sénat, le gouvernement s'est présenté en absence du Président du Conseil, avec une majorité éclatée dans laquelle les deux « alliés » votent en opposition sur les motions TAV. Deux ministres s'affrontent en votant : Salvini et Toninelli, Ensuite l'un des deux partis présente une motion de défiance au gouvernement sur le sujet même de Lyon-Turin. Nous avons dit que l'INEA attend une décision définitive de la part de l'Etat italien : dans ce contexte chaotique il est clair qu'aucune position définitive n'a été exprimée. Les motions pro-TAV votées au Sénat, différentes entre elles et de portée générale, dans le contexte politique actuel peuvent difficilement représenter la position « définitive » de l'Etat Italien. Il n'existe pas aujourd'hui une position de synthèse officielle qui aurait dû être prise par le Président du Conseil. La lettre même du ministère des infrastructures, non signée par le Ministre, contient des passages imprécis et ambigus, sans parler des messages Facebook.

Qu'est-ce qui va arriver maintenant en réalité ?

L'INEA a différé le délai au 30 septembre, à cause des agendas techniques plus longs, donc nous sommes encore dans une phase de tractation. Il faut savoir si avec le temps qui passe surviendra un report ultérieur ou non. Ceci dit TELT éprouve déjà aujourd'hui les difficultés à respecter les échéances fixées par l'Union européenne, avec le risque de perdre les financements. La criticité à

laquelle TELT est confrontée n'est pas connue, étant donné que la lettre transmise au ministère n'a pas été rendue publique.

Donc Salvini a raison: Conte est un No Tav masqué ...

Conte n'est pas un No Tav masqué, je crois que c'est une personne pleine de doutes. S'il l'avait été il aurait eu un courage différent et aurait agi différemment. Il a changé d'idée en peu de mois, après une analyse coûts-bénéfices qui démolissait le projet, maintenant il affirme qu'il y a des évolutions positives et en même temps il introduit le doute sur le fait qu'elles se vérifient concrètement. Je dirais une personne pleine de doutes sur l'effectif bienfait du projet.

Un hypothétique nouveau gouvernement Pd-5 étoiles devrait-il affronter le nœud du TAV ? Et dans quels délais ?

Un nouveau scénario politique au parlement demanderait sûrement de rediscuter du bienfondé du projet TAV, aussi bien à la lumière des rapports avec la France que des flux financiers qui ne sont pas définitifs. Les délais dépendent d'un éventuel nouveau renvoi de la part de la Commission Européenne et de l'INEA, mais ils pourraient être également accélérés

«Tav, il governo sfiduciato non può dare il via»

Intervista. Il giurista Sergio Foà: «Si è interrotto il dialogo con l'Agenzia che finanzia i progetti dei vari corridoi europei. L'INEA attende una decisione definitiva da parte dello Stato italiano: in questo contesto caotico è chiaro che nessuna posizione definitiva è stata espressa»

di **Maurizio Pagliassotti** da *Il Manifesto* del 11-08-2019

Sergio Foà, professore di Diritto amministrativo all'Università di Torino, ha redatto un rapporto giuridico dove descrive i possibili scenari in caso di mancato avvio dei lavori relativi alla fase definitiva del Progetto Torino-Lione, ossia lo scavo del tunnel di base di 57,5 chilometri.

Professore, dove non arriva la volontà giunge il caos.

A volte accade anche questo e probabilmente le recenti vicende sul Tav potrebbero essere spiegate con questa sintesi. Sicuramente siamo in una situazione caotica che rende più difficoltosa la realizzazione della Torino-Lione. Una maggioranza che sfiducia se stessa è il colmo, al di là del Tav: il caos è la sintesi.

Cosa è successo?

Il governo è in crisi nel momento in cui è aperto un dialogo tra l'INEA (l'Agenzia che finanzia i progetti dei vari corridoi europei, denominati TEN-T) e il ministero delle Infrastrutture e trasporti. Dialogo interrotto perché l'Agenzia chiedeva al ministero quale era la posizione italiana sulla Torino-Lione e il ministero, in una lettera non firmata dal ministro Toninelli per altro, rispondeva in via interlocutoria su due punti: uno tecnico, rimandando a non esplicitati problemi della stazione appaltante TELT inerenti il rispetto delle scadenze, e uno politico, in cui vi è un richiamo alla nota del presidente del consiglio Giuseppe Conte. Il quale, nel suo famoso intervento facebook, quindi non mediante gli ordinari canali istituzionali, rimetteva la decisione del governo al parlamento e alla sua sovranità. In questa condizione caotica il dialogo si è interrotto.

Ma il presidente Conte ha detto che la Tav oggi conviene farla. Scatenando un putiferio, per altro...

Nel video social il presidente ammette che lo scenario è cambiato rispetto a marzo, in virtù dei nuovi finanziamenti europei che renderebbero più vantaggioso terminare l'opera anziché interromperla. Ma nello stesso discorso Conte ha una chiusura dubitativa, nella quale dichiara che allo stato non è in grado di garantire che davvero interverranno i finanziamenti aggiuntivi promessi dall'Unione europea. In sintesi: uno scenario cambiato, ma sotto condizione.

Perché le varie votazioni alle mozioni non sono sufficienti?

In parlamento, al senato, si presenta un governo in assenza del presidente del consiglio, con la maggioranza spaccata in cui i due "alleati" votano in maniera opposta sulle mozioni Tav. Due ministri si votano contro: Salvini e Toninelli. In seguito uno dei due partiti presenta una mozione di sfiducia al governo proprio sulla Torino-Lione. Abbiamo detto che l'INEA attende letteralmente una decisione definitiva da parte dello Stato italiano: in questo contesto caotico è chiaro che nessuna posizione definitiva è stata espressa. Le mozioni pro Tav votate in Senato, diverse tra di loro e generiche, in un contesto politico come quello attuale difficilmente possono rappresentare la posizione "definitiva" dello Stato italiano. Una posizione di sintesi, che dovrebbe essere espressa dal presidente del Consiglio ufficialmente, oggi non c'è. La stessa lettera del ministero delle Infrastrutture, non firmata dal ministro, ha passaggi interlocutori e ambigui. Non parliamo poi dei messaggi facebook.

Cosa accade ora sul piano reale?

INEA ha spostato la scadenza al 30 settembre, a causa dei tempi tecnici più lunghi, quindi siamo ancora in una fase di trattativa. Bisogna capire se il tempo che passa faccia sopravvenire un ulteriore differimento oppure no. Detto questo TELT lamenta già ora difficoltà a rispettare alcune scadenze fissate dall'Unione europea, con il rischio di perdere finanziamenti. Non è dato conoscere quali criticità TELT abbia riscontrato, visto che la lettera trasmessa al ministero non è pubblica.

Quindi ha ragione Salvini: Conte è un No Tav mascherato...

Conte non è un No Tav mascherato, credo sia una persona piena di dubbi. Se lo fosse stato avrebbe avuto un coraggio diverso e avrebbe agito in maniera diversa. Ha cambiato idea in pochi mesi, dopo un'analisi costi benefici che stroncava il progetto, adesso afferma che vi sono sopravvenienze positive e nello stesso tempo solleva il dubbio che si verifichino concretamente. Direi una persona piena di dubbi sulla effettiva bontà dell'opera.

Un ipotetico nuovo governo Pd-5Stelle dovrebbe affrontare il nodo Tav? In che tempi?

Un nuovo scenario politico in parlamento richiederebbe sicuramente di ridiscutere la bontà del progetto Tav, anche alla luce dei rapporti con la Francia e dei flussi finanziari, tutt'altro che definitivi. I tempi dipendono da un eventuale nuovo rinvio da parte della Commissione Europea e dell'INEA, ma potrebbero essere anche celeri.